

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 19 AVRIL 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JUIN 2016
(POITOU-CHARENTES)

NOR : ASET1650643M
IDCC : 1597

Entre
FFB Poitou-Charentes
CAPEB Poitou-Charentes
CAPEB Charente
CAPEB Charente-Maritime
CAPEB Deux-Sèvres
CAPEB Vienne
SCOP du BTP Poitou-Charentes
FFB Charente
FFB Deux-Sèvres
FFB Vienne
FFB Charente-Maritime

D'une part, et

CFDT
CFTC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 1.4 et 12.8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Poitou-Charentes et ont arrêté à compter du 1^{er} juin 2016 les barèmes ci-dessous.

Barème des salaires ouvriers du bâtiment de la région Poitou-Charentes

Base : 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année.

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)	SALAIRE HORAIRE
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 466,65	9,67
Position 2	170	1 483,67	9,78
Niveau II Ouvriers professionnels			
	185	1 508,81	9,95
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 688,67	11,13
Position 2	230	1 838,57	12,12
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	1 986,94	13,10
Position 2	270	2 130,01	14,04

Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des cinq conseils des prud'hommes de la région Poitou-Charentes.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Bordeaux, le 19 avril 2016.

(Suivent les signatures.)